

## ANALYSE DU 3 AOUT 2012

### LA DIPLOMATIE DES ETATS-UNIS ET LE TOGO : AMNESIQUE SUR LA CONTRE-VERITE DES URNES ?

Mme Hilary Clinton est en très bonne santé, et personne n'a annoncé un quelconque problème d'amnésie de sa part sur les élections présidentielles togolaises en 2005 et 2010. Pourtant, lors de sa tournée africaine<sup>1</sup> qui débuta à Dakar, Mme Clinton a fait des déclarations fracassantes sur le Togo, considéré ayant eu des « élections crédibles ». Tous les amis de la démocratie et de l'alternance au Togo se demandent si Mme Clinton soutient le droit à l'impunité au Togo ? A moins qu'il ne s'agisse en fait que de restructurer et réorganiser un réseau libéral américain en Afrique ? Alors la question reste ouverte : est-ce que Mme Hilary Clinton et ses services de renseignements souffrent d'amnésie sur les élections présidentielles passées au Togo ?

#### 1. MME CLINTON SOUTIENT-ELLE LE DROIT A L'IMPUNITE AU TOGO ?

C'est lors de son séjour du 1<sup>er</sup> août 2012 à Dakar en mission officielle que Mme Hilary Clinton, la secrétaire d'Etat en charge des affaires étrangères des Etats-Unis, a fait une déclaration concernant le Togo qui pose deux problèmes. A côté des louanges adressées au Peuple Sénégalais à travers Macky Sall, son président élu démocratiquement au second tour, sur la base de la vérité des urnes, la Chef de la diplomatie américaine a affirmé qu'il y a eu des « élections crédibles au Bénin, Cap Vert, Libéria, Nigéria, Zambie et Togo ». Tout le problème est de savoir si la définition du mot « crédible », au sens où l'entend la diplomatie des Etats-Unis, inclut la dimension - essentielle en démocratie - de « vérité des urnes en Afrique », ou tout simplement le choix des régimes « libéraux au sens américain » en Afrique et dont les dirigeants acceptent de s'aligner en périphérie, comme des alliés de l'Alliance transatlantique-Nord, avec le sens d'une seconde zone d'influence des Etats-Unis.

Dans tous les cas de figure, Mme Hilary Clinton s'est trompée sur le Togo qu'elle a dû confondre avec le Ghana. En effet, Barack Obama s'est rendu au Ghana dès le début de son mandat, où il a prononcé devant le parlement ghanéen un important discours sur sa vision de la démocratie en Afrique. Mais il ne s'est jamais rendu au Togo pour soutenir le régime de Faure Gnassingbé, dont le gouvernement comporte des personnalités qui ont bafoué, avec brutalité, les droits humains, les droits politiques élémentaires, la liberté de la presse et des médias, et qui jouissent d'un véritable droit à l'impunité sur les crimes économiques. Une question doit alors être posée : Mme Clinton soutient-elle le droit à l'impunité au Togo ? Car si nul ne peut douter de la qualité des services de renseignements américains et de celle du personnel du département d'Etat américain, il y a lieu de s'interroger, en regard de la réalité quotidienne vécue par les togolais, pourquoi ils ont classé le Togo parmi les pays aux élections crédibles. Cette erreur relèverait-elle d'une amnésie, ou s'agit-il d'une diplomatie intelligente, mais

<sup>1</sup> AFP (2012). « Hillary Clinton salue à Dakar le « modèle » du Sénégal pour l'Afrique », in *France24.com*, 1<sup>er</sup> août 2012, voir : <http://www.france24.com/fr/20120801-hillary-clinton-salue-a-dakar-le-modele-senegal-lafrique> accédé le 3 août 2012.

sélective au sens des principes élémentaires de la démocratie, qui considère comme crédibles les élections présidentielles togolaises, alors que le sang a coulé abondamment en 2005 et que des militaires gèrent en sous-main – sous couvert d’une impunité indescriptible, soutenue par quelques prélats de l’église catholique - la perpétuation d’une dynastie militaro-familiale ?

Pour apprécier pleinement la réalité de la situation du Togo, le Dr Barack Obama gagnerait à écouter directement les représentants de la société civile togolaise en invitant les représentants des mouvements citoyens « *Collectif Sauvons le Togo*<sup>2</sup> » et ses partenaires crédibles, à une session d’explication à Washington, car l’ambassade américaine ne peut remettre en cause ce que Mme Hilary Clinton a affirmé sans subir des sanctions de « *lèse-majesté* ».

## 2. MME CLINTON ELARGIT LE « RESEAU LIBERAL AMERICAIN » EN AFRIQUE

Tout en considérant le Sénégal comme un modèle pour la sous-région, en oubliant de citer le Ghana, Mme Clinton a rappelé au Sénégal « *qu’il reste trop d’endroits sur le continent où la démocratie est menacée, les droits de l’Homme violés et l’Etat de droit non respecté. Trop d’Africains vivent toujours sous la coupe de dirigeants autocratiques* » et « *Gouverner comme dans le passé n’est plus acceptable* ».

Etant donné qu’elle a oublié de rajouter que les Etats-Unis ont apporté leur soutien total à la contre-vérité des urnes en République démocratique du Congo - avec des militaires et des forces extérieures qui ont imposé Joseph Kabila en lieu et place du véritable citoyen congolais issu des urnes - on ne sait plus exactement ce qui pour les Etats-Unis est acceptable ou pas. Surtout lorsque le rôle des Etats-Unis à propos de la question malienne, notamment le contrôle rapide par la coalition AQMI (Al Qaïda), Ansar Dine (Islamistes dogmatiques ou non-vertueux) et AZAWAD (les Touaregs musulmans du Mali) du Nord-Mali, n’est pas clair.

En effet, il n’est pas du tout avéré que les Etats-Unis vont soutenir les autorités maliennes pour reconquérir le nord du pays. En effet, la seule cohérence qui apparaît dans la ligne politique américaine en Afrique, demeure l’absence de soutien des Etats-Unis au fédéralisme africain (scission Erythrée-Ethiopie, Soudan-Sud-Soudan), ceci en raison de la poursuite d’intérêts stratégiques à long terme (pétrole, matières premières non transformées, positions géostratégiques, réseautage pour stopper l’avancée de la Chine en Afrique), qui leur sont propres, etc.

Sous influence du secteur privé américain qui finance les partis politiques, alors que l’on est en pleine campagne présidentielle américaine (résultat en novembre 2012), la politique étrangère des Etats-Unis finit par quitter la diplomatie intelligente « *smart diplomacy* ». Elle répond d’abord - par nécessité en raison du soutien de plus en plus prégnant aux formations politiques - aux injonctions d’un secteur privé américain peu ou pas regardant sur la qualité des dirigeants africains non-respectueux de la vérité des urnes, avant de décider de faire des investissements, là où le niveau du taux de rentabilité est proportionnellement inverse au niveau de développement qu’en tirent les populations africaines. Bien sûr, cela arrange les dirigeants africains qui sont dans le « *réseau élargi américain* », c’est-à-dire qui poursuivent des politiques libérales.

Pour le Togo, s’inscrire dans une politique libérale au plan économique, c’est garantir l’impunité et la pérennisation au pouvoir. Ce point n’a pas du effleurer les conseillers de Mme Hilary Clinton.

<sup>2</sup> Voir le site du Collectif Sauvons le Togo, < <http://www.collectifsauvonsletogo.com/> > accédé le 3 août 2012.

### 3. TOGO : AMNESIE DE MME CLINTON SUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES PASSES

Dans le cas du Togo, la diplomatie « *smart diplomacy* » américaine<sup>3</sup> s'est transformée pour le Togo en « *ill advised diplomacy* », c'est-à-dire une diplomatie fondée sur la désinformation, la promotion de la contre-vérité des urnes et de l'amnésie, comme fondements du « *laisser-faire libéral* » dans le domaine électoral en Afrique. Cette diplomatie de complaisance ne doit pas remettre en cause les ambassadeurs américains, souvent issus de la société civile et non de la diplomatie et qui peuvent se retrouver en contradiction avec les positions stratégiques du Département d'Etat. Les Ambassadeurs doivent aussi gérer leur carrière. Ils sont donc également amenés à oublier de constater la contre-vérité des urnes, lors des élections présidentielles en 2005 et en 2010 au Togo, afin d'avoir une promotion rapide dans leur carrière, grâce à leur comportement amnésique sur la démocratie au Togo.

Pour ce faire, il suffit que le pouvoir de Faure Gnassingbé et son équipe, épousent la doctrine de gouvernance libérale et de non-opposition aux positions et intérêts américains, au Conseil de Sécurité des Nations-Unies et dans les institutions internationales. Il s'agit même, pour certains, de travailler pour certaines puissances occidentales au sein même de l'Union africaine, de la CEDEAO et récemment encore, dans le Caucus africain, qui regroupe les principaux responsables (gouverneurs de banques centrales et ministres) de l'économie et des finances africains.

Le manque de lisibilité de la politique américaine au Togo est d'autant plus inquiétant que Mme Clinton était aussi censée expliquer et clarifier la stratégie américaine du Président Barack Obama pour l'Afrique, annoncée en juin 2012. Mais le discours qui reste bien vague - promotion du développement, stimulation de la croissance et des échanges commerciaux, contributions pour faire avancer la paix et la sécurité, consolidation des institutions démocratiques pour ne citer que ces points - reste en complet décalage avec les actions diplomatiques des Etats-Unis et les résultats concrets obtenus sur le terrain. Mais aucun pays important et influent dans le monde ne veut le contraire de ceci. Est-ce que la Chine ou la France veulent aller à l'encontre de ces affirmations ? Certainement pas !

### 4. RECOMMANDATIONS DE CVU-TOGO-DIASPORA

Le Collectif pour la Vérité des Urnes – Diaspora recommande au Président américain, Dr Barack Obama de :

- 4.1 procéder à un audit sur les analyses et conclusions du Département d'Etat américain sur les positions américaines sur le Togo et sur la République démocratique du Congo pour ce qui est de la vérité des urnes, à travers la qualité des élections et de leur caractère démocratique ;
- 4.2 suggérer à Mme Clinton de corriger la « *faute de frappe* » dans sa déclaration faite au Sénégal et d'enlever le Togo parmi les pays où il y a eu des « *élections crédibles* » selon les critères des Etats-Unis ;
- 4.3 considérer l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants togolais adeptes de la ventrologie et experts des transferts de fonds vers l'extérieur à partir des recettes tirées des richesses

<sup>3</sup> Mandel, S. (2012). "Can Romney Exploit Obama's Diplomatic Failures?", in *Commentary Magazine*, 6<sup>th</sup> July 2012, <<http://www.commentarymagazine.com/2012/07/06/can-romney-exploit-obama-diplomatic-failures-foreign-policy/>>

nationales, dirigeants qui considèrent l'alternance politique comme un sport national, où ils refusent systématiquement de perdre sur la base de la vérité des urnes, de se retrouver dans l'opposition politique et de faire vivre la démocratie ;

- 4.4 prendre conscience de l'absence d'un ministre des mines, d'un ministre de l'énergie et d'un ministre de la défense dans le nouveau Gouvernement du Togo dirigé par Mr Arthème Séléagodji Kwessi Ahoomey-Zunu et que cela pourrait présager d'une absence de transparence sur ces postes et sur la gestion des ressources publiques, dans la mesure où tout le pouvoir de gestion est concentré au niveau de la Présidence et de la Primature ;
- 4.5 De rappeler à Mme Clinton lors de son passage le 10 août 2012 au Ghana, jour des funérailles nationales de feu le Président John Evans Atta Mills, décédé soudainement le 24 juillet, d'avoir une pensée pour les nombreux morts du Togo, y compris Tavio Amarin, morts pour faire triompher la vérité des urnes au Togo. Des morts qu'elle considère comme ayant eu lieu au cours des « élections crédibles au Togo » en 2005 et 2010 ;
- 4.6 d'accepter de recevoir les représentants de la société civile togolaise, y compris ceux de la Diaspora, à Washington pour mieux comprendre comment le Togo est dirigé par des militaires non-républicains - qui mettent en avant des alliances ésotériques pour soutenir Faure Gnassingbé dans sa stratégie d'élargissement des alliances – dans le seul but d'empêcher la vérité des urnes, l'alternance politique et donc, à terme, la paix et la sécurité économique pour l'ensemble des citoyens togolais ;
- 4.7 d'accepter d'offrir une meilleure lisibilité de la politique américaine en Afrique notamment vis-à-vis des dirigeants adeptes de la contre-vérité des urnes qui utilisent les militaires non-républicains pour se maintenir au pouvoir.

3 août 2012.



Dr Yves Ekoué AMAÏZO  
Coordinateur Général

